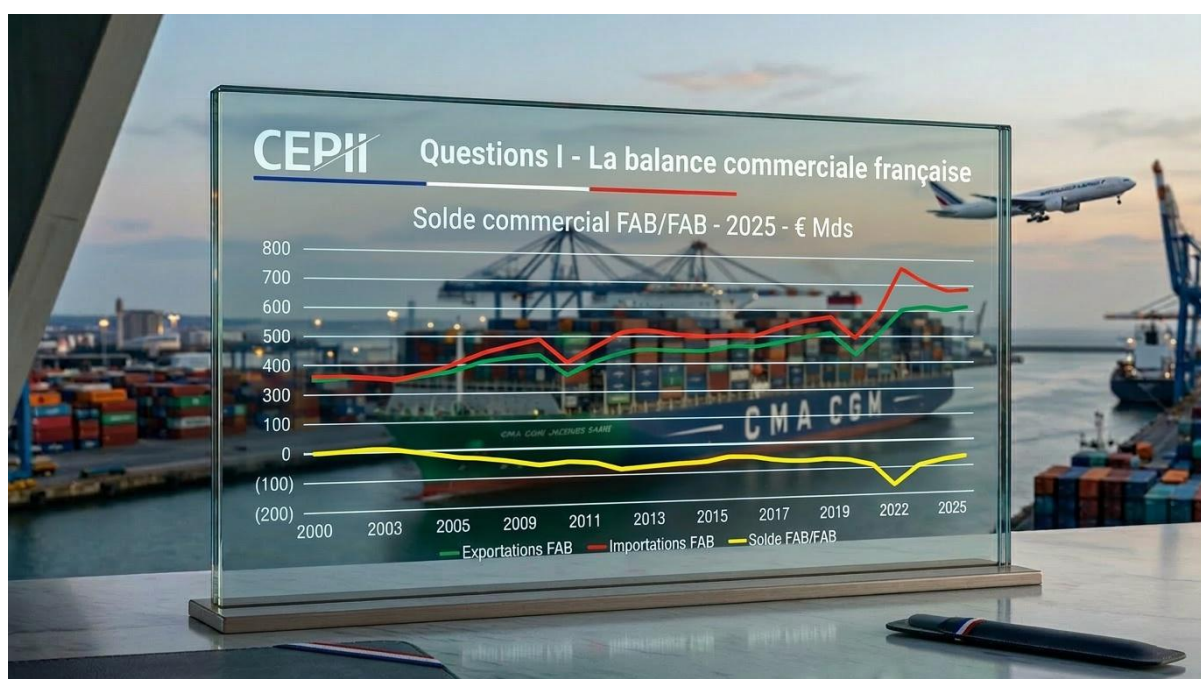




Commerce extérieur français 2025 : un déficit en baisse, mais un monde en surchauffe

Le 19 février 2026, lors du débat de La Fabrique de l'Exportation, Antoine Bouët, directeur du CEPII, a dressé le bilan du commerce extérieur français 2026 : déficit en amélioration, protectionnisme américain persistant et montée en puissance industrielle chinoise. Une année charnière s'annonce pour les exportateurs français.

Un déficit commercial en amélioration : signal conjoncturel ou tournant structurel ?

L'année 2025 marque une amélioration notable du déficit commercial français sur les biens, établi autour de 60 à 70 milliards d'euros, contre un pic historique de 161 milliards en 2022. La réduction d'environ 10 milliards par rapport à 2024 constitue une inflexion bienvenue dans une trajectoire déficitaire continue depuis 2003. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution : les exportations françaises ont progressé plus rapidement que les importations, portées notamment par l'aéronautique et certains segments industriels stratégiques, la détente relative sur les prix de l'énergie a allégé la

facture extérieure, et la contribution positive du commerce intra-européen a joué un rôle stabilisateur.

Il serait toutefois imprudent de crier victoire. La France reste structurellement déficitaire sur les biens, et le redressement observé demeure partiellement conjoncturel, dépendant de facteurs externes, notamment énergétiques. La vraie bonne nouvelle se situe ailleurs, dans la balance courante, qui intègre biens, services et revenus : la France s'approche de l'équilibre, les services (transport, voyages, services aux entreprises) compensant en partie le déficit industriel et confirmant la transformation progressive du profil d'exportation français. Pour les entreprises exportatrices, la compétitivité sectorielle progresse, mais l'environnement mondial exige vigilance et adaptation stratégique.

L'instabilité du protectionnisme américain comme nouvelle norme du commerce international

L'année 2025 restera marquée par le « Liberation Day » du 2 avril, date à laquelle l'administration américaine a instauré des hausses tarifaires massives et discriminatoires. Le taux moyen des droits de douane américains a bondi de moins de 5 % à plus de 20 %, avant de se replier autour de 15 % en fin d'année. Au-delà des chiffres, c'est la volatilité qui inquiète : les droits de douane peuvent être modifiés du jour au lendemain, parfois pour des raisons politiques internes, une imprévisibilité qui pèse lourdement sur les décisions d'investissement et la gestion des chaînes de valeur mondiales. Les exportateurs français vers les États-Unis ont certes résisté en 2025, mais l'incertitude réglementaire constitue un coût invisible majeur.

L'analyse historique rappelle que le protectionnisme américain n'a pas réduit le déficit commercial des États-Unis lors du premier mandat de Trump, et les études économiques montrent que ces mesures ont peu contribué à la réindustrialisation américaine tout en générant des effets inflationnistes. La question centrale pour 2026 sera juridique : la Cour suprême pourrait invalider une partie des dispositifs tarifaires, introduisant un nouveau cycle d'incertitude. Pour la France et l'Union européenne, la stratégie ne peut pas être uniquement défensive : il s'agit d'articuler résilience industrielle, diversification des marchés et capacité de riposte crédible.

Montée en puissance de la Chine : le défi stratégique majeur pour l'Europe

Si le protectionnisme américain occupe le devant de la scène médiatique, le défi structurel demeure chinois. L'excédent manufacturier chinois atteint des niveaux historiquement élevés, dépassant 1 200 milliards de dollars en 2025. Surtout, la Chine

ne se limite plus aux secteurs traditionnels : elle domine désormais des filières à haute intensité technologique telles que les véhicules électriques, les batteries, la chimie fine et les machines industrielles. L'analyse présentée lors du débat montre que les hausses de droits de douane américains redirigent une partie des exportations chinoises vers l'Europe, un phénomène de diversion commerciale qui pourrait accentuer la pression concurrentielle sur l'industrie européenne dès 2026.

Pour la France, l'enjeu est double : préserver ses avantages comparatifs dans l'aéronautique, la pharmacie, le luxe et l'agroalimentaire, tout en modernisant ses chaînes industrielles. La réponse ne peut se résumer à des droits de douane généralisés ; les analyses convergent plutôt vers une stratégie combinant politique industrielle ciblée, soutien accru à la recherche et développement, accélération des procédures anti-dumping et anti-subsidies, et sécurisation des matières premières critiques. L'autonomie stratégique ouverte doit désormais se traduire par des actions concrètes.

Union européenne : entre autonomie stratégique et accords commerciaux offensifs

La France n'agit pas seule : la politique commerciale est déterminée à Bruxelles. L'Union européenne dispose d'atouts considérables, un marché unique de plus de 440 millions de consommateurs, un excédent courant significatif et des instruments de défense commerciale renforcés. Mais la cohérence politique demeure fragile, les débats autour des accords commerciaux, notamment avec le Mercosur, illustrant les tensions internes entre intérêts offensifs et préoccupations sectorielles. Pourtant, pour un pays exportateur comme la France, les accords commerciaux constituent des leviers d'accès aux marchés stratégiques. Antoine Bouët souligne l'importance de ne pas concentrer l'attention uniquement sur les secteurs sensibles, mais de valoriser les gains potentiels pour les filières compétitives françaises : produits agroalimentaires transformés, vins et spiritueux, pharmacie, chimie, automobile premium et services à haute valeur ajoutée. L'Union européenne doit également renforcer la crédibilité de son instrument anti-coercition et accélérer la mise en œuvre du Chips Act européen et du Critical Raw Materials Act, afin de réduire ses dépendances stratégiques.

Perspectives 2026 : stabilisation, fragmentation ou recomposition du commerce mondial ?

L'année 2026 s'annonce incertaine, et trois scénarios se dessinent : une stabilisation juridique aux États-Unis, avec une limitation des pouvoirs tarifaires présidentiels ; une poursuite de la fragmentation commerciale mondiale, accentuant la régionalisation des échanges ; ou une recomposition stratégique européenne, si l'Union transforme la contrainte en opportunité industrielle. Pour la France, l'enjeu dépasse la simple

réduction du déficit commercial : il s'agit de consolider une trajectoire de montée en gamme, d'innovation et de diversification géographique, le commerce extérieur reflétant la capacité d'un pays à créer de la valeur dans un monde concurrentiel.

Le bilan 2025 montre des signes encourageants. Mais dans un environnement international marqué par la guerre commerciale, la coercition économique et la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales, la performance exportatrice française dépendra de sa capacité à conjuguer compétitivité interne et stratégie européenne cohérente. Plus que jamais, le commerce international est un champ de bataille économique où l'anticipation vaut autant que la réaction.